

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
19 rue de Ciron
Bâtiment A
81013 Albi Cedex
uid-81-12.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Albi, le 24 avril 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DECHETS SERVICES 12

ZA de la GLEBE
12200 Savignac

Références : 12-Déchets-2025-39

Code AIOT : 0006804126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement DECHETS SERVICES 12 implanté ZA de la GLEBE 12200 Savignac.

Plan pluriannuel de contrôles 2025.

Thème de l'inspection :

- organisation, gestion et entreposage des déchets dangereux,
- vérification périodique des équipements : extincteurs, détecteurs, installation électrique, foudre, débourbeur...
- prévention des pollutions : analyses des eaux,
- prévention des incendies, incidents et accidents,
- traçabilité des déchets : registres internes, Trackdéchets,
- contrat avec éco-organisme D3E...

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECHETS SERVICES 12
- ZA de la GLEBE 12200 Savignac
- Code AIOT : 0006804126 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société PENA Déchets Service 12 est autorisée par arrêté préfectoral en date du 23 novembre 2006 à exploiter une installation de transit de déchets dangereux dans la zone d'activité de la Glèbe, commune de Savignac (12).

Le 26 avril 2021, l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-4-26-6 modifie et complète l'arrêté préfectoral d'autorisation de novembre 2006.

La dernière inspection du site date du 14 septembre 2023.

Thèmes de l'inspection : Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Activités déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3	Demande d'action corrective - Mise en demeure, déchets	15 Jours
12	Déchets admissibles	AP Complémentaire du 26/04/2021, article 8	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
14	Entreposage des déchets dangereux	AP Complémentaire du 26/04/2021, article 11	Demande d'action corrective	1 Mois
16	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 4.1.2	
3	Origine des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.1.1	
4	Détection incendie	AP Complémentaire du 26/04/2021, article 6	
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.3.3	
6	Entretien des équipements	Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.6.2	
7	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 26/04/2021, article 7	
8	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.2.4.2	
9	Rétention des aires et locaux de travail	AP Complémentaire du 26/04/2021, article 6	
10	Valeurs limites de rejet	AP Complémentaire du 26/04/2021, article 14	
11	Entretien des équipements	Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.3.5	

13	Contrat éco-organisme	AP Complémentaire du 26/04/2021, article 8	
15	Entreposage des déchets dangereux combustibles	AP Complémentaire du 26/04/2021, article 11	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de cette inspection du site, quatre non-conformités ont été constatées. Une fait l'objet d'une mise en demeure, et trois doivent faire l'objet de mesures correctives.


En termes d'admission des déchets dangereux, l'exploitant doit être plus rigoureux. Il est également perfectible dans la gestion des quantités de déchets dangereux en transit sur son site et doit veiller à ne pas dépasser les seuils autorisés.

Outre un dépassement de ces seuils au moment de l'inspection, il apparaît qu'en 2024, *Trackdéchets* révèle un dépassement avec **59,3 tonnes** de déchets sur site au lieu des 55 tonnes autorisées, soit **+8%**.

Il est demandé à l'exploitant un porter à connaissance relatif aux codes déchets qu'il souhaite ajouter aux listes figurant dans les arrêtés préfectoraux de 2006 et 2021 et, le cas échéant ou face à une augmentation des apports de déchets dangereux, d'explicitier les modifications que cela entraînerait sur ses activités.


2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités déchets dangereux


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3									
Thème(s) : Risques chroniques - Situation administrative									
Prescription contrôlée : L'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2006-327-2 du 23 novembre 2006 susvisé est remplacé par les articles 3.1 et 3.2 suivants : <u>Article 3.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :</u>									
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux [...]	Total DMS = 750 T/an Total DTQD = 750 T/an Quantité maximale de 43 T sur site	Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 1	t	43 t	
2710	1a	A	Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets [...]	Collecte de déchets dangereux (batteries, piles usagées, peinture, huiles usagées ...),	Quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation	≥ 7	t	12 t	
Constats : Selon l'état des stocks <u>au 15 avril 2025</u> , le tonnage de déchets dangereux présents sur l'installation est de 63,5 tonnes , hors déchets amiantés, soit un dépassement de 15.5 %. Ce volume est supérieur aux seuils autorisés pour les rubriques 2710-1a : 12 tonnes, et 2718-1 : 43 tonnes, soit <u>55 tonnes maximum sur site</u> . Parmi les tonnages figurant à l'état des stocks, les quantités les plus importantes stockées sur site sont : <ul style="list-style-type: none">• 17,8 tonnes de batteries usagées (<u>pour 10 tonnes autorisées à l'article 7.2.4 de l'AP de 2006</u>)• 14,5 tonnes d'emballages souillés,• 12 tonnes d'eau <i>hydrocarburées</i>,• 9,5 tonnes de boues <i>hydrocarburées</i>,• 4,2 tonnes d'eau souillées. Les déchets d'amiante, entreposés sur une aire extérieure réservée, ne sont pas intégrés à l'état des stocks. Après transmission de l'exploitant par courriel du 18 avril, la quantité présente sur site est de 11,1 tonnes (13 palettes). Au total, sont stockées sur site environ 75 tonnes de déchets dangereux, ce qui est non-conforme. L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour faire évacuer l'excédent de déchets dangereux stockés sur son site. Il fournit à l'Inspection l'ensemble des BSD <i>Trackdéchet</i> des déchets dangereux évacués.									
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant, dans le cas où il souhaiterait augmenter la quantité de déchets dangereux en transit sur son site porte à la connaissance de la préfecture les modifications qu'il envisage d'apporter à son exploitation, accompagné le cas échéant d'un cas par cas.									
Respect de la prescription : 									

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 15 Jours


N° 2 : Gestion des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques - Organisation du stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.
Constats : Les déchets dangereux (DD) sont stockés séparément sur le site, par types et éloignés les uns des autres : <ul style="list-style-type: none">• les batteries et les piles sont stockées dans des alvéoles séparées,• les aérosols, pulvérulents, bidons souillés et autres DTQD sont stockés dans une armoire* fermée,• les déchets amiantés sont stockés sur une aire extérieure dédiée et signalée,• les eaux souillées et/ou polluées sont stockées dans une cuve de 36 m³,• et enfin les emballages souillés (plastiques) sont entassés dans une benne couverte. <p>* : l'armoire est une sorte de gros conteneur équipé de 3 portes coulissantes et de rétention pour les liquides (Cf. constat n°15).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met à jour son plan des zones à risques en fonction des aires de stockage actuelles : Cf. batteries notamment (18 et 19) et la benne d'emballages plastiques souillés, non indiquée sur le plan.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Origine des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.1.1
Thème(s) : Risques chroniques - Zone de chalandise
Prescription contrôlée : Les déchets admis sur le centre de transit proviennent uniquement du département de l'Aveyron (12) et des départements limitrophes du Lot (46), du Tarn (84) et du Tarn-et-garonne (82). L'exploitant prend toutes dispositions pour être en mesure de recevoir et de traiter, à tout moment, les déchets en provenances de l'Aveyron (12) qui sont prioritaires par rapport à ceux des départements limitrophes. Les déchets collectés sur le centre de transit sont : <ul style="list-style-type: none">- les déchets industriels banals (DIB) des entreprises y compris les déchets d'emballages visés par le décret 94-608 du 13 juillet 1994 ;- les déchets toxiques en quantités dispersées (DTQD) des entreprises ;- les déchets ménagers spéciaux en provenance des déchetteries publiques
Constats : La zone de chalandise est respectée. Cf. constat n°12 pour complément.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 4 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des incendies
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>L'article 6.3.2.1 est rajouté à l'arrêté préfectoral n°2006-327-2 du 23 novembre 2006</u></p> <p>Un système de détection incendie est en place sur l'ensemble du bâtiment et fait l'objet d'un contrat de maintenance et d'une vérification périodique.</p> <p>Ce système de détection est relié 7j/7 et 24h/24 à un PC de télésurveillance permettant de donner l'alerte à tout instant, notamment hors période d'activité du site.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bâtiment principal est équipé de caméras et d'un système de détection reliés à un centre de télésurveillance 7/7j et 24/24h. La télésurveillance est assurée par la <i>Société ERYMA</i> (33).</p> <p>Le système de détection fonctionne par analyse de la turbidité de l'air ambiant à l'intérieur du bâtiment (opacité des fumées), couplé aux caméras de surveillance (19 sur l'ensemble du site).</p> <p>En cas de détection d'incendie les services de secours et les responsables du site sont alertés.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.3.3
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des incendies
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes [...] Une vérification de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement des défauts relevés dans son rapport.
Constats : Les installations électriques ont été vérifiées le 26 juillet 2024 par le <i>B.E. Véritas</i> . Les documents Q18 et Q19 ne font état d'aucune non-conformité.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 6 : Entretien des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.6.2
Thème(s) : Risques chroniques - Préventions des incendies
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'Inspection de l'exécution de ces dispositions. [...]
Constats : Les équipements de lutte contre l'incendie ont été contrôlés par la <i>Sté Chronofeu</i> d'Yvrac (33) le 14 mai 2024, sans observation.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 7 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des incendies
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>L'article 6.3.4 de l'arrêté préfectoral n°2006-327-2 du 23 novembre 2006 susvisé est remplacé</u></p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent.</p> <p>Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>[...]</p> <p>Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>[...]</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le <i>B.E. Dekra</i> a produit le 31 octobre 2019 une note de vérification et de maintenance du système.</p> <p>Le système anti-foudre a été vérifié le 3 avril 2025 par le <i>B.E. Véritas</i> qui n'a relevé ni anomalie ni impact.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 8 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commandes. Leurs entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Le système d'isolement du réseau est manuel et est constitué d'un ballon gonflable à mettre en place dans le regard d'évacuation afin de l'obstruer. Un agent du site a été interrogé à ce sujet. Il a indiqué sans hésiter l'emplacement du ballon, rangé dans un local dédié, a ouvert le regard à grille et a montré le réseau à obstruer. Cf. photo jointe.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 9 : Rétention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : <u>L'article 6.3.2.1 est rajouté à l'arrêté préfectoral n°2006-327-2 du 23 novembre 2006</u> [...] Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare des autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées.
Constats : Toutes les plateformes et voiries de l'installation sont revêtues. Le sol du bâtiment central est bétonné et un puisard de pompage est implanté au point bas (pointe de diamant). La cuve de 36 000 litres dispose de sa propre rétention (100%) et, dans l'armoire à déchets dangereux et inflammables, les stockages liquides sont sur rétention. Cf. photos.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 10 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2021, article 14
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : <u>L'annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°2006-327-2 du 23 novembre 2006 susvisé est remplacé par l'annexe 1 suivante :</u> <u>Annexe 1 : Valeurs limites de rejet</u> Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [tableau page 13/17]
Constats : Les eaux de rejet ont été analysées par <i>Aveyron Labo</i> de Rodez en octobre 2024. Tous les critères sont respectés.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 11 : Entretien des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.3.5
Thème(s) : Risques chroniques - Préventions des pollutions
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales sont traitées avant rejet au milieu naturel par un dispositif de type débourbeur-déshuileur avec filtre coalescent. Le débourbeur-déshuileur est entretenu régulièrement. Les hydrocarbures contenus dans celui-ci sont considérés comme des déchets et doivent être traités dans des installations classées autorisées à cet effet.
Constats : La vidange et le nettoyage du séparateur <i>SIMOL</i> de 7 m ³ ont été réalisés en régie le 25 mars 2025. Le BSD a été consulté, il est complet et n'appelle pas de commentaire. - code déchets : 16 07 08* - quantité : 6,3 tonnes, - code traitement : D15, - destinataire : <i>SCORI</i> à Frontignan (34).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 12 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2021, article 8
Thème(s) : Risques chroniques - Organisation générale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des déchets admissibles figurant à l'article 7.2.3 de l'AP d'autorisation est complétée par la liste suivante : [tableau page 7/17] <u>Article 7.2.3 de l'AP du 23 novembre 2006</u> Nature des déchets admissibles [tableau page 27 & 28] Tout déchet n'étant pas mentionné ci-dessus n'est pas acceptable sur le centre de transit.</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration GERE 2024 a été éditée et contrôlée. Il ressort de cette vérification que certains déchets ne sont pas admissibles sur installation car non listés par l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2006 modifié en 2021. Notamment les déchets entrants suivants, non admis sur le site, qui figurent sur la déclaration GERE sous leur n° d'identifiant :</p> <ul style="list-style-type: none">• n°9 : 08 01 17*, 6.3 tonnes provenant de l'Aveyron (12),• n°10 : 11 01 06*, 6.3 tonnes (12)• n°12 : 13 02 06*, 1 tonne provenant du Rhône (69),• n°16 : 14 06 03*, 1,2 tonne (12),• n°98 : 16 03 05*, 1,6 tonne (81). <p>L'exploitant doit justifier l'admission des déchets supra ainsi que l'admission des codes déchets suivants, de moindre quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">• n°4 : 06 02 05* (12),• n°45 : 16 01 14* (12),• n°103 : 16 05 08*(12).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant adresse une note à l'Inspection dans laquelle il justifie l'admission de ces déchets non listés dans les AP. Il annexe à cette note les certificats d'admission préalable des déchets admis dont la quantité est > à 1 tonne.</p> <p>L'exploitant, s'il veut ne pas se priver des apports supplémentaires dans le cadre du développement de ses activités adresse à la préfecture un porter à connaissance dans lequel il liste les codes déchets à admettre sur son installation, sous deux mois.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 Mois


N° 13 : Contrat éco-organisme

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2021, article 8
Thème(s) : Risques chroniques - Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Le titre 12 suivant est rajouté :</u></p> <p>TITRE 12 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES à l'activité DE transit d'équipements électriques et électroniques - rubriques 2711-2 (DC) et 2791-2 (DC)</p> <p><u>12.8 - Contrat avec un éco-organisme ou un producteur ayant mis en place un système individuel agréé</u></p> <p>Conformément à l'article R543-200 du code de l'environnement, l'exploitant est en mesure de justifier qu'il possède un contrat écrit relatif à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques conclu soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a conclu des contrats avec des éco-organismes D3E, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• <i>Ecosystem</i> : contrat signé le 27 février 2025 (D3E),• <i>SCRELEC</i>, contrat signé le 8 février 2023 (piles).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 14 : Entreposage des déchets dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2021, article 11
Thème(s) : Risques chroniques - Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Le titre 14 suivant est rajouté</u></p> <p>Titre 14 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AU transit de déchets dangereux - rubrique 2718 (A)</p> <p><u>14.1 - Entreposage des déchets dangereux non combustibles et des déchets amiantés</u></p> <p>L'activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux non combustibles et des déchets amiantés est réalisée dans le bâtiment de tri sur une aire dédiée.</p> <p>Seuls les entreposages de déchets d'amiante liée conditionnés de manière étanche (palette filmée ou en big-bag ou bodybenne) et de déchets d'amiante libre conditionnés en big-bag spécial amiante, hermétique et homologué conformément à la réglementation en vigueur sont autorisés.</p> <p>La zone de stockage est implantée dans le local « DTQD/DMS » ; cette zone est protégée contre les chocs accidentels par un dispositif approprié.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets amiantés sont stockés sur une aire extérieure située dans la partie est du site longé par la RD132.</p> <p>Cette aire est signalée et réservée d'accès, en revanche elle n'est pas à l'abri d'un choc accidentel en raison de l'absence d'un dispositif adapté.</p> <p>Cf. photo.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en oeuvre sous un mois un dispositif d'isolement de la zone amiantée afin de la protéger des chocs accidentels. Il adresse à l'Inspection les justificatifs (photos).</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 15 : Entreposage des déchets dangereux combustibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2021, article 11
Thème(s) : Risques chroniques - Gestion des déchets
Prescription contrôlée : <u>Le titre 14 suivant est rajouté</u> Titre 14 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AU transit de déchets dangereux - rubrique 2718 (A) [...] <u>14-2 - Entreposage des déchets dangereux combustibles</u> L'entreposage des déchets dangereux inflammables est réalisée dans une armoire métallique spécifique, fermée, équipée de rétentions intégrées et dans des conteneurs couverts munis de rétentions adaptées. Ces entreposages sont implantés à l'extérieur à distance éloignée du bâtiment de tri et de toutes matières combustibles ainsi qu'à distance des activités et bâtiments avoisinants. [...]
Constats : Les déchets dangereux combustibles sont stockés dans une armoire dédiée, équipée de rétention, protégée des chocs accidentels et fermée. Cette armoire est implantée dans la partie nord du site, à bonne distance du bâtiment principal.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 16 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets


Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée “ système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ”. Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...)
Constats : Le registre des déchets dangereux sortants de 2024 indique que 551,2 tonnes de déchets dangereux ont été évacués du site. Les données <i>TrackDéchets</i> totalisent 456 tonnes de déchets sortants. Le taux d'utilisation de <i>TrackDéchets</i> est donc de <u>79 %</u> . A noter que sur la plateforme GEREPE, la quantité de déchets dangereux expédiés (sortants) est de <u>524 tonnes</u> .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie auprès de l'Inspection les différences qui apparaissent entre les différents supports de suivi et de traçabilité des déchets sortants, sous 1 mois.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N° 8 Isolement avec les milieux



obturation_reseau_(2).jpg

N° 9 Rétention des aires et locaux de travail



cuve_eau_souillee.jpg



armoire_dd_(1).jpg

N° 14 Entreposage des déchets dangereux



dechets_amiante_(1).jpg

